



CANADA

COMMUNIQUÉ

n° 43

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE  
LE 9 AVRIL 1973

NOTES POUR LA DÉCLARATION DE  
M. PIERRE DE BANÉ  
SECRÉTAIRE PARLEMENTAIRE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES  
CHEF DE LA DÉLÉGATION CANADIENNE D'OBSERVATION  
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS (OEA),  
DU 4 AU 14 AVRIL 1973, À  
WASHINGTON

---

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS  
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

Monsieur le Président,  
Monsieur le Secrétaire général,  
Distingués Ministres et Représentants,  
Chers collègues des délégations permanentes d'observation,  
Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur pour moi que de m'adresser à cette troisième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'OEA. Un an s'est écoulé depuis notre adhésion à l'OEA à titre d'observateur permanent. Le Canada a pris cette mesure dans le cadre de sa politique d'intensification de ses relations avec les pays d'Amérique latine et les institutions de la famille interaméricaine. Ce geste ne reflète pas uniquement l'intérêt du gouvernement canadien, mais aussi celui de nombreux organismes canadiens et de citoyens canadiens à tous les échelons.

2. En vue de nous acquitter de cet engagement public à l'égard d'un rapprochement avec l'Amérique latine, nous avons fait certaines autres démarches au cours de l'année écoulée. Plusieurs d'entre elles se rattachent directement à la communauté interaméricaine. Parmi elles, la plus importante a sans doute été notre accession à la Banque interaméricaine de développement en qualité de membre de plein droit, le 3 mai dernier. Le Canada entendait ainsi s'associer directement aux aspirations des pays de l'hémisphère dans le domaine du développement. Dans les faits, nous nous sommes engagés à verser 100 millions de dollars au capital de la Banque au cours des trois prochaines années. Le Canada joue déjà un rôle actif au sein du Conseil des directeurs de la Banque et les opérations et les plans d'avenir de cette institution financière intéressent grandement mon pays.

3. Le 4 novembre dernier, le Canada est devenu membre de l'Institut interaméricain des sciences agricoles. Nous avons l'intention de prendre une part active aux travaux de l'Institut, ce qui nous permettra de partager notre expérience du développement rural avec les pays de l'hémisphère. Nous avons aussi pris part aux principales réunions interaméricaines convoquées sous les auspices de l'OEA, y compris la session de la Conférence interaméricaine spécialisée sur l'application de la science et de la technologie au développement de l'Amérique latine (CACTAL), qui s'est tenue à Brasilia en mai dernier, la réunion annuelle du Conseil interaméricain pour l'éducation, la science et la culture (CIECC), convoquée en Argentine en décembre, et la récente réunion du Conseil économique et social interaméricain (CIES), qui vient de s'achever à Bogota.

4. Les activités de notre Mission près l'OEA nous ont permis d'avoir des contacts étroits et continus avec le personnel de l'Organisation à tous les échelons, et je désire saisir cette occasion pour remercier publiquement les employés du Secrétariat de leur courtoisie et de leur serviabilité constantes et de l'intérêt qu'ils ont continuellement manifesté à notre égard. Nous sommes également profondément reconnaissants aux délégations membres qui n'ont jamais cessé de faire sentir à notre délégation que sa présence était appréciée.

5. L'ordre du jour de cette Assemblée et les discussions qui ont marqué les récentes réunions ont fait ressortir le fait que l'OEA est en pleine période de transition. Elle est engagée dans la révision et la réévaluation de ses structures et de ses activités, ouvrant de nouvelles avenues pour l'avenir et examinant comment elle pourrait intéresser les pays qui ne sont pas membres, et même des pays qui n'appartiennent pas à cet hémisphère, à ses activités en matière de développement. Comme le Canada a été consulté officieusement sur quelques-unes de ces questions, j'aimerais profiter de l'occasion pour faire quelques observations générales sur notre manière d'envisager la situation et les solutions possibles.

6. Au risque de répéter ce que vous avez pu entendre lors des assemblées précédentes, j'aimerais vous expliquer le point de vue actuel du Canada sur l'avenir de nos relations avec l'OEA. L'Etude de politique étrangère du Canada publiée en 1970 envisageait l'établissement d'un lien formel avec l'OEA en vue de faciliter l'expansion rapide des relations du Canada avec les pays et les institutions latino-américains. Nous voulions nous "préparer à jouer un rôle plus utile si (le Canada) devait un jour prendre la décision de se joindre à l'OEA comme membre à part entière." L'avenir de notre association avec l'OEA dépend donc dans une certaine mesure des résultats de la révision des structures et des objectifs de l'institution à laquelle on procède actuellement. En Amérique latine comme ailleurs, on se préoccupe maintenant beaucoup plus des problèmes économiques et sociaux qu'auparavant. Nous nous réjouissons de cette nouvelle tendance, car c'est précisément à vos activités économiques et sociales que nous croyons être en mesure de contribuer le plus utilement et le plus efficacement. Je dois toutefois vous dire très franchement que nous sommes inquiets de l'atmosphère de confrontation qui a marqué les récentes réunions où l'on a étudié les problèmes de l'hémisphère. Nous ne croyons pas que cela soit propice à la solution de nos problèmes. (La décision prise récemment, par un pays dont l'apport au programme d'assistance technique de l'Organisation est considérable, de demander le statut d'observateur permanent, en amènera inévitablement certains à se demander si les membres de l'OEA sont réellement et sérieusement intéressés à ce que des Etats non-membres coopèrent à leur développement.) A une époque où, dans la conduite des affaires internationales, on semble délaisser la confrontation en faveur de la négociation et de la coopération, je crois qu'il serait contraire aux intérêts de l'hémisphère que de sembler prendre la direction opposée. Le Canada espère sincèrement qu'il sera possible de mettre un frein à cette tendance et d'unir nos efforts pour trouver des solutions concrètes aux questions qui nous séparent et aux problèmes qui nous sont communs.

7. Les activités économiques et sociales de l'OEA, ainsi que celles qui relèvent des domaines de la science, de l'éducation et de la culture, intéressent de plus en plus les Canadiens, et nous avons déjà commencé à participer aux programmes en cours. Au cours de l'année écoulée, outre les démarches que j'ai déjà mentionnées, le Canada a assisté assez régulièrement aux réunions d'études des programmes par pays du CIAP. Le Canada a récemment conclu des accords de coopération technique et financière avec l'OEA dans des secteurs précis comme le projet-pilote de transfert de connaissances techniques, le programme des finances publiques, le programme de la main-d'oeuvre et de l'emploi et le programme du bureau régional de développement. Dans certains cas, notre coopération a été offerte par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international et, dans d'autres, par le truchement du Centre de recherches pour le développement international dont le siège est à Ottawa, et de divers ministères de l'Etat.
8. Nous avons noté avec intérêt le mandat que les nations réunies à Bogota ont confié au Dr Carlos Sanz de Santamaría, ce distingué fonctionnaire interaméricain qui a été chargé de reformuler les bases du système interaméricain de coopération pour le développement. Ce n'est que justice, évidemment, que les membres de cette organisation aient, les premiers, l'occasion de faire connaître leurs points de vue sur cette question fondamentale. Mais le Canada fait aussi partie de l'hémisphère et il n'est pas indifférent aux modes que la coopération entre les pays américains prend ou prendra à l'avenir. C'est pourquoi nous avons décidé d'établir le type d'association étroite que nous avons maintenant avec l'OEA. Nous espérons, en conséquence, pouvoir contribuer au travail du Dr Santamaría et à la tâche qui lui incombe, celle d'harmoniser les points de vue et d'en arriver, ce que nous souhaitons, à des solutions qui serviront efficacement les intérêts des divers pays qui composent l'hémisphère.
9. Sans préjuger de la contribution canadienne à cet examen, je me demande s'il n'existe pas plus d'un domaine où nos intérêts et nos points de vue convergent. Pour ce qui est de la réforme monétaire, par exemple, le Canada a appuyé l'idée de faire participer les pays en voie de développement aux négociations visant l'élaboration d'un nouveau système monétaire, et nous sommes heureux de constater que trois représentants de l'Amérique latine siègent au Groupe des Vingt.
10. Dans le domaine du commerce, le Canada et l'Amérique latine ont mutuellement intérêt à consolider leurs liens commerciaux et à accroître leurs échanges de biens et de services. Nous espérons que les pays d'Amérique latine participeront le plus pleinement possible à la ronde de négociations multilatérales sur les tarifs qui aura lieu en 1973 afin de faire en sorte que tous les secteurs de la communauté internationale récoltent leur part des avantages que la libéralisation du commerce international entraînera. Pour ce qui est du système généralisé de préférences, auquel s'intéressent évidemment tous les pays en voie de développement, mon gouvernement a récemment saisi le Parlement d'un projet de loi qui permettrait au Canada de concrétiser sa contribution à ce système.

11. Nous avons cherché par le passé à attirer le plus d'investissements étrangers possibles au Canada, et nous en avons retiré de grands avantages. Mais les Canadiens se préoccupent maintenant de plus en plus de l'envergure de la mainmise étrangère sur nos principales industries. C'est pourquoi notre Parlement a été saisi d'un autre projet de loi qui stipule que "l'avantage important" dont le Canada bénéficierait sera le paramètre d'après lequel la prise de contrôle des sociétés canadiennes ou l'établissement de nouvelles sociétés au Canada, par des intérêts étrangers ou multinationaux, sera autorisée.

12. Nous avons aussi beaucoup de préoccupations en commun pour ce qui est de l'environnement et du droit de la mer, surtout si l'on songe à nos vastes espaces vierges, à la prolifération de nos complexes urbains et industriels et à la longueur de notre littoral.

13. Dans le domaine de l'assistance technique, le Canada maintient depuis plusieurs années, avec de nombreux pays latino-américains, un programme croissant de coopération axé principalement sur l'agriculture, la pêche, l'exploitation forestière, l'éducation, le développement communautaire et l'administration publique. Nous apprécions les possibilités de consultation et de coordination que le CIAP offre à cet égard. Nous croyons cependant que ces mécanismes peuvent être améliorés et que l'on pourrait ainsi envisager de nouveaux progrès à cet égard.

14. Les sciences et la technologie sont des domaines d'intérêt particulier pour le Canada dans le cadre de ses relations avec le reste de l'hémisphère. D'une part, le Canada a dû, comme l'Amérique latine, faire appel à des ressources extérieures pour le gros des recherches et de la technologie qui ont contribué à son développement; d'autre part, il possède, dans nombre de disciplines scientifiques, des connaissances et une expérience qui pourraient servir et intéresser l'Amérique latine.

15. Ces exemples suffisent, je crois, à montrer qu'il existe de nombreuses possibilités de coopération accrue entre l'Amérique latine et le Canada. Nous ferons bon accueil à toutes les démarches qui permettront de concrétiser ces possibilités.

16. Je vous ai déjà fait part de l'inquiétude du Canada quant à certaines tendances vers la polarisation au détriment de la coopération au sein de la communauté interaméricaine. Nous avons par contre pu observer le dynamisme et le pluralisme croissant des pays latino-américains qui poursuivent leur évolution dans des cadres économiques, politiques, sociaux et culturels différents. Ils représentent pour l'Organisation, des possibilités encourageantes et un grand défi.

17. Dans l'espoir que l'issue sera positive, progressive et qu'elle répondra à nos intérêts communs, c'est avec plaisir que nous examinerons, au cours des mois qui viennent, les façons d'accroître la contribution canadienne au développement et au progrès social de tous les peuples de l'hémisphère.